

Communiqué de presse

## **Chiffres du chômage : l'échec du gouvernement se confirme**

L'Insee vient de publier les chiffres de son enquête sur le chômage. Ils sont différents et parfois divergents des chiffres des inscrit·es à Pôle Emploi puisque ne sont comptés comme au chômage que celles et ceux qui n'ont pas travaillé du tout et qui ont déclaré, au moins, « une recherche active d'emploi » (critères du Bureau International du Travail).

Ces chiffres invisibilisent donc les millions de travailleur·es précaires, en intérim, en CDD, en temps partiel, et permettent au gouvernement de justifier ses attaques contre les droits à assurance chômage.

Pourtant, même avec ce mode de calcul, l'échec des politiques économiques et sociales des gouvernements Macron est confirmé.

Ainsi, le taux de chômage augmente à 7,5% fin 2023 (soit 0,4 point de plus que fin 2022).

De plus, deux indicateurs au moins sont en dégradation : le taux de chômage de longue durée avec 33 000 personnes supplémentaires au chômage depuis plus d'un an et les temps partiels qui sont encore en hausse de 0,2% sur le trimestre et 0,4% sur un an.

Malgré ces chiffres inquiétants, Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs persistent dans leurs prévisions économiques, auxquelles aucun économiste sérieux ne croit, en visant des taux de chômage BIT entre 5 et 6 % d'ici 2027. C'est pourtant à partir de ces objectifs fantaisistes qu'ils justifient les attaques contre les régimes de retraite de base ou complémentaire et contre l'assurance chômage. Il y a toujours une bonne raison de baisser les droits des travailleurs et travailleuses privé·es d'emploi : soit parce que le chômage baisse et qu'il faudrait rendre l'assurance chômage moins « généreuse », soit parce qu'il faut faire des économies et pousser les personnes à accepter des emplois de plus en plus dégradés.

Il est plus que temps d'ouvrir des négociations sur le recours à la précarité et sur les temps partiels, promesse non tenue depuis la conférence sociale sur les salaires d'octobre dernier.

Alors que le gouvernement s'apprête à lancer une nouvelle offensive contre le droit du travail et la protection sociale, notamment contre l'assurance chômage, la CGT exige un changement radical de politique pour créer des emplois, relocaliser, assurer la transition écologique, renforcer les services publics et assurer les besoins de toute la population.

Montreuil, le 13 février 2024